



LE GASPROM
Groupe Accueil Service PROMotion



CONTRE
LE RACISME
L'ASSIMILATION
L'ASSISTANCE
LE CHÔMAGE
LES EXPULSIONS

POUR
L'ÉGALITÉ DES
DROITS SOCIAUX
ET LE RESPECT
DES CULTURES

PERMANENCE : 1 rue Leon SAY lundi & vendredi de 18h à 20h

histoire(s) du G.A.S.Prom

Introduction (février 2017) :

En février 2014, une soirée de formation et d'échanges avait lieu autour de l'histoire du G.A.S.Prom, réunissant une vingtaine de militant(e)s, ancien(ne)s ou actuel(le)s. La soirée avait été enregistrée (avec l'accord des participant-e-s évidemment). Un adhérent de l'association a retranscrit les échanges, et cette histoire (au pluriel) a été publiée dans le bulletin de l'association (inter-raï) en six extraits. Les voici rassemblés en une brochure, comme contribution à cette recherche politique collective que constitue notre action de solidarité.

Premier extrait

Mariette (militante de l'association) présente l'écrit qu'elle va lire : « J'ai rencontré Annick L. durant un après-midi, elle m'a raconté ses souvenirs. Suite à cette rencontre elle m'a envoyé deux courriers. Ce que je vais lire est extrait des deux lettres qu'elle m'a envoyées. Annick est restée 25 ans au G.A.S.Prom :

« J'ai rencontré tout à fait par hasard le futur A.S.Prom. Je vois place Canclaux un ami retraité qui me dit être venu aider son fils Paul débordé par l'afflux des immigrés. Nous sommes les tous derniers jours de 1968, et ils sont désirés. Ils arrivent par wagons entiers et rien n'est prévu pour les accueillir. Je propose mes services. Paul me donnait une quinzaine de dossiers (Sécu, allocs, Inspection du Travail, etc...), je devais les traiter ou savoir pourquoi cela avait accroché quelque part. Je les rendais et repartais avec un autre paquet. J'ai fait cela plusieurs mois. J'ai alors été invitée à me rendre à la permanence et recueillir directement les problèmes de ceux qui venaient les soumettre. C'est vrai qu'on croulait sous la demande mais en même temps on était certains, avec du temps, d'arriver à ce que les gars aient des papiers. Il y avait des offres d'emploi dans les petites annonces des journaux. On accompagnait le nouvel arrivant chez les employeurs possibles. C'était des contrats à durée déterminée. Avec cela ils pouvaient être immatriculés à la Sécu, prétendre aux allocations familiales pour la famille restée au pays. Il était difficile de trouver immédiatement des chambres et il y avait le fait qu'ils ne voulaient surtout pas être bien logés pour ne pas avoir à payer un loyer correct. Je me souviens d'une chambre Place François II où il y avait des marocains. Certains faisaient les 3X8 et je ne saurais pas dire combien se partageaient cette pièce avec un loyer quasi-nul. C'est ce qu'ils voulaient : dépenser le moins possible pour envoyer l'argent à la famille. Il n'y avait alors qu'un foyer SONACOTRA, celui des Martyrs Nantais. Au début ils ne souhaitaient pas y aller. C'est le sous-préfet d'Ancenis qui s'occupait dans le département de tout ce qui concernait les problèmes de l'immigration et il faisait tout ce qu'il pouvait pour apporter des solutions. Grâce à lui on a ouvert un foyer Premier Accueil à Roche Maurice. La mairie y possédait un local qui a été très bien aménagé pour recevoir une dizaine d'arrivants. Ils avaient le droit d'y rester 10 jours, logés, nourris, blanchis. C'était nous qui organisions et gérons en lien avec le CCAS qui versait une indemnité journalière.

Les actifs. *Paul sera permanent à mi-temps pendant 5 ans. C'était un enseignant et sa congrégation avait détaché à temps partiel trois frères pour accueillir les migrants. Ils avaient loué un petit appartement au dessus d'un boucherie, quartier La Madeleine. Leurs portes étaient toujours ouvertes. Les jeunes, tunisiens en particulier, se réunissaient autour d'eux. Il y a des bénévoles très accrochés et beaucoup de jeunes. A Nantes, 1968 avait été fortement vécu et la mentalité Tiers-mondiste était bien représentée. Des jeunes étaient venus voir ce qu'ils pouvaient faire. Ils étaient très nombreux et leur nombre a été encore augmenté par la participation de Dominique V. Cet étudiant était objecteur de conscience mais l'objection de conscience était illégale. Dominique a fait de la prison. On l'a relâché puis ré-incarcéré dans l'espoir de le faire céder puis relâché. La participation des étudiants était très importante.*

1974. *Il est exact que l'arrivée de Giscard D'Estaing avait coïncidé avec la nouvelle politique de l'immigration mais on peut penser que c'était dû au premier choc pétrolier. On ne voulait plus de nouveaux travailleurs et Charles Pasqua a instauré le régime des visas. Jusque là un algérien travaillant en France pouvait aller et venir vers son pays d'origine. Les maghrébins ne venaient pas alors avec l'idée de travailler en France toute leur vie, seulement 3 ou 4 ans pour constituer un pécule puis rentrer au pays et pour certains s'y marier. Dans les grosses boîtes il pouvait y avoir un accord avec le contremaître qui gardait la place pour un frère ou un cousin. Ce n'était*

plus possible avec les visas et l'immigration du travail est devenue immigration de peuplement. Il fallait faire venir les familles. On constituait des dossiers que l'on portait à la Préfecture. Le problème du logement posait une grosse difficulté : les HLM ne voulait pas instruire un dossier puisque la famille n'était pas là, et la Préfecture ne voulait pas donner l'autorisation du regroupement familial puisqu'il n'y avait pas de logement! Il fallait se tourner vers le privé. Normalement la famille aurait dû passer une visite médicale dans son pays d'origine, certaines ne l'avaient pas fait. J'en ai accompagné plusieurs chez un généraliste, avenue Delaunay, sans doute était-il mandaté pour le faire. Les hommes étaient convoqués au centre d'examen du côté de Tours et les convocations arrivaient chez l'employeur.

Souvenirs communs avec Maurice G, prêtre qui a été chargé par l'évêché de l'accueil des travailleurs étrangers. Il a appris le portugais, l'espagnol et une autre langue qui ne va pas lui servir longtemps car ceux qui le parlaient vont vite repartir : les yougoslaves.

Le Portugal était en guerre avec l'Angola et le Mozambique. Bien des jeunes qui arrivaient pour le service militaire étaient envoyés combattre là-bas. Des guerres qui ont été longues et meurtrières. Je me souviens que des familles portugaises qui prenaient leurs vacances au pays ne prenaient le risque d'amener leurs fils qui n'avaient pas fait leur service militaire. Ceux qui le faisaient – ils étaient très peu – habitaient des coins perdus de la campagne.

Les jeunes osaltos étaient beaucoup sur Carquefou, ils trouvaient du travail à la construction de la SEITA et Renault. Les familles portugaises ont commencé à venir par le train sans se soucier de trouver du travail. Le bouche-à-oreille avait fonctionné. Elles étaient dans le hall de la gare tenant un petit carton : « Padre Maurice ». Celui-ci en a placé un certain nombre chez les maraîchers. Maurice G était à mi-temps pour la paroisse, à mi-temps pour les portugais. Le Secours Catholique a prêté un local rue Gambetta. Le groupe s'était donné le nom de A.S.Pro et avait trouvé qu'il avait une sonorité pharmaceutique [rires]. On avait rajouté un « M » final. Un nom pris pour la commodité sans intention de le faire homologuer officiellement. L'association a été enregistrée au Journal Officiel comme « A.S.Prom » le 21 novembre 1970. Notre premier timbre ASTI va d'octobre 1970 à septembre 1971. Il y avait un foyer boulevard des alouettes, un foyer de Nord-Africains, qui je pense existait avant l'A.S.Pro. Quand Maurice G s'est soucier de recevoir des subventions la préfecture a dit qu'elle ne donnait pas de subventions à 2 groupements poursuivant le même objectif. Elle nous a demandé de prendre ce foyer et... de le fermer !!! Il est vrai qu'il était vétuste et franchement insalubre. Et nous l'avons fait. Un autre foyer s'est constitué avec les débris du premier.

Les locaux. Il y a eu la cure de Beautour, le local rue de Gambetta, celui rue des Hauts-pavés, ancien café prêté par la Mairie, deux marches à monter pour arriver dans une toute petite pièce dont la porte d'entrée était la seule aération. Place Flitz devant l'Eglise Saint-Pasquier, ancien café, plus spacieux que le précédent.

Le travail social. Au début certaines mesures ne concernaient que les immigrés. Pour les allocations familiales par exemple ils devaient remettre une attestation mensuelle qui passait par l'employeur et certains employeurs ne savaient pas ce que c'était que ces feuilles bleues. D'autres ne voulaient pas se compliquer la vie, le salarié ne savait pas qu'il avait un papier à réclamer. Il fallait longtemps avant de savoir que la famille restée au pays ne touchait rien et comprendre pourquoi. Plus tard ils ont été soumis au même régime que nous sauf que la CAF se calquait sur les dispositions des pays d'origines qui étaient bien différentes. Les pouvoirs publics annonçaient depuis longtemps un service social propre aux migrants. Comme rien ne se faisait le G.A.S.Prom a décidé d'en ouvrir un. Je m'en suis chargée pendant 3 ans, au SONACOTRA des Martyrs Nantais dans une pièce au rez-de-chaussée prévue à l'origine pour un garage vélo. La seule ouverture était la porte d'accès. Mon mari m'y déposait tous les lundis soirs un peu avant 19h. J'y étais rejointe plus tard par une jeune femme qui travaillait au laboratoire de l'Hôtel Dieu et encore plus tard par une autre femme qui habitait à côté. Il y avait une grosse difficulté : aucune confidentialité possible. Et ceux du foyer restaient à écouter les problèmes des autres et n'hésitaient pas à y mêler leur grain de sel. Il y avait aussi le problème des traductions qui nous

paraissaient anormalement longues. Nous avons fait une statistique sur 3 ans, de 24 présences par mardi et il n'y avait pas que les locataires du foyer mais aussi des migrants de la ville. La plupart ne connaissaient pas le G.A.S.Prom, nous étions « les femmes qui s'occupaient des papiers ». A la fin de la permanence je recueillais les fiches et je m'en occupais durant la semaine. Les demandeurs venaient voir le mardi suivant où en était leur problème. A l'époque on pouvait aller à la Sécurité Sociale et toucher en espèces les « indemnités maladie ». Je passais une matinée par semaine à la caisse pour attendre avec des procurations et aller dans différents services. On avait peu de Turcs. Ceux qui étaient insérés prenaient en charge leurs compatriotes et pendant un moment ils tenaient une permanence le jeudi matin à la grande brasserie place Royale. Un soir nous avons eu la visite d'un fonctionnaire parisien qui assistait à notre permanence. Notre travail répondait exactement à ce qu'il cherchait : des associations qui deviendraient des structures officielles d'intégration des immigrés et seraient largement subventionnées. Nantes a refusé le contrat mais Angers a accepté. Il fallait aider les migrants à défendre leurs droits, leur apprendre à lire leurs fiches de paye pour voir s'ils avaient tout ce à quoi ils avaient droit, compter leurs heures. Une boîte en BTP avec le principe qu'une heure était payée que si elle était complète avait installé un système : une équipe travaillait jusqu'à 11h50 – heure incomplète – et on la transportait sur un autre chantier où elle commençait à 14h10 – autre heure incomplète -. Nous étions en relation avec un journaliste qui ne se faisait pas prier pour signaler les abus. Respecter la visite médicale. Un employeur voulant se défaire d'un travailleur ne lui remettait pas à temps sa convocation pour la visite médicale à Tours : l'ouvrier se retrouvait du coup sans papier.

Logement. *A un moment de la construction du Sillon des appartements ont été mis à disposition du G.A.S.Prom. On faisait attention dans la répartition des familles étrangères. Nous avons trouvé des familles françaises qui aidaient à l'adaptation aux lieux des nouveaux arrivants.*

La santé. *La commission santé du G.A.S.Prom a abouti à la création de l'ASAMLA. Quand celle-ci a bien fonctionné un certain temps on l'a rendu indépendante.*

Loisirs. *Caméra inter-monde. Pour passer des films en langues d'origines si possible dans les centres sociaux des quartiers. Un vacataire était rétribué pour ce travail. On a loué plusieurs fois le Concorde, on a organisé des concerts, des récitals. Nous avons fait des essais qui ne se sont pas prolongés pour enseigner l'Arabe dans les quartiers. On aurait voulu que ce problème soit pris en charge par les pouvoirs publics. Quand nous en avons parlé à des Turcs il y avait déjà 6 mois qu'ils avaient envoyé leur liste d'enfants à leur consulat général à Paris.*

La crise. *L'attribution des subventions se faisait en deux temps. Le premier étant le plus généreux. Le second attribuait ce qu'il restait du budget prévu à des associations qui n'avaient rien reçu la première fois et c'était fatalement moindre. Nous nous sommes inquiétés plusieurs fois de ne pas connaître le résultat de notre demande que nous envoyions toujours dans les temps. Un jour plus de subventions. Nous étions en suspicion. J'étais encore au CA qui se réunissait, je crois, une fois par mois. Pendant plusieurs mois assistait au CA un envoyé, je ne sais plus si c'est la Préfecture ou le Conseil Général. Il arrivait à l'heure, restait jusqu'au bout, n'intervenait pas. Ils se sont fatigués avant nous. »*

Mariette : *Je n'ai plus rien à dire. Merci à Annick qui a pris soin de m'adresser deux courriers et je pense que pour elle ça a été un plaisir de réveiller ses souvenirs. »*

Deuxième extrait

Pierre J. (anciennement militant de l'association): Vous avez bien entendu ce qu'a dit Annick L, c'est que visiblement la création du G.A.S.Prom elle se fait autour, d'une part des milieux catholiques et d'autre part aussi des milieux - on ne les cite pas parce que c'est souvent les mêmes du moins une partie – qui ont soutenu les Algériens pendant la Guerre d'Algérie. A cette époque là, avant 68, l'immigration à Nantes est quasiment uniquement Algérienne. Les portugais vont arriver après, les marocains vont arriver après, et après toutes les autres nationalités mais à ce moment là c'est quand même principalement Algérien.

Question dans l'assemblée : Il n'y avait pas des syndicalistes de boîtes dans lesquels des ouvriers étrangers travaillaient?

Pierre J. : Non. Ça on le verra au moment des foyers SONACOTRA mais c'est un peu après. Et puis si c'est des syndicalistes ça serait des CFDTistes qui seraient aussi lié aux milieux cathos, prêtres-ouvriers etc... Vraiment la base elle est catho de gauche au sens... quand je dis ça, ça n'est pas une critique... C'est une forme d'humanisme très lié à la région. Au niveau politique c'est le PSU que ça représente – mais ça ne dit peut-être rien pour les jeunes le PSU, c'est tellement vieux... Et effectivement toutes ces années de développement de l'association c'est autour du logement parce que les lieux d'hébergement c'est des trucs installés dans ce quartier là, derrière la Manu, dans le bas de Chantenay, et pour le reste ce sont des ALGECO (baraques de chantiers) sur les chantiers directement. Le logement donc et un minimum d'alphabétisation mais comme Annick le dit très bien « il faut que l'ouvrier soit capable de lire son bulletin de salaire et de lire un minimum les consignes ». Donc il n'y a quasiment pas de familles, c'est une immigration très largement masculine à l'époque. Le travail de l'association c'est donc autour de ça. Et ça se développe beaucoup parce que il se trouve que sur la question du logement il se trouve que l'Unité Pédagogique d'Architecture de Nantes (la fac d'archi de Nantes, « l'UP Rouge » comme on l'appelait) était très branchée sur la question de l'habitat populaire et ils ont fait vachement de choses sur cette question. Ca n'était pas seulement pour les immigrés c'était aussi les baraques en bois du côté des Batignolles, les baraques de la rue du Drac, celles de Couëron etc... Ils ont vachement travaillé là-dessus et donc ils ont travaillé sur l'habitat des migrants. L'Unité Pédagogique était quand même très à gauche, on va dire « extrême-gauche » donc ça explique aussi un apport de pas mal d'étudiants qui sont venu là faire de l'alphabétisation et qui donne une coloration plus radicale à l'association. Après ça, ça monte en puissance et là je réponds à ce qu'on m'a demandé sur la question des salariés de l'association.

Il se trouve qu'autour du foyer il y a forcément des salariés : il y a des salariés pour le ménage, pour la cuisine et aussi pour un minimum d'interprétariat. Et on arrive à ce moment là (on me l'a dit parce que moi je n'y suis pas du tout au G.A.S.Prom à ce moment-là, je suis dans l'extrême-gauche) jusqu'à 6 voir 7 salariés qui sont évidemment rémunérés par le Département, ou plutôt la Préfecture puisqu'il n'y a pas de Conseil Général à l'époque. Ces salariés sont tous migrants pour des raisons de choix des membres de l'association : « tant qu'à faire, il y a des places on va les donner aux migrants ça va leur faire du boulot... ». Donc à la fois dans le ménage et dans l'interprétariat ce sont tous des migrants. Le travail de formation à l'alphabétisation est complètement bénévole. Il y a énormément de bénévoles, à l'époque je pense qu'ils sont autour de 200 bénévoles, ce qui est à peu près comme nous dans notre bonne période après. C'est fort, c'est une grosse association et les charges salariales c'est autour du foyer. C'est là-dessus que je voulais intervenir. Il se trouve que quand Giscard arrive au pouvoir en 1974, il dit deux choses : d'une part il y a effectivement le choc pétrolier donc « on » veut un peu avoir une « immigration choisie » – oui le terme ce n'est pas lui ça arrivera après mais ça revenait un peu à ça – et

d'autre part il faut avoir des papiers. Et par rapport à ça comment on va faire pour voir avec les immigrés qui sont là. Et là le pouvoir politique demande aux associations présentes – qui sont bénévoles et humanistes globalement – si elles sont d'accord pour prendre en charge de façon institutionnelle ce travail d'intégration, de régularisation etc, etc... Bon là vous voyez bien les débats qu'il peut y avoir si on vous propose ça... hein ! « Attends, attends, attends... On est pas là pour faire ça quoi! ». Et donc il y a un vrai débat qui a lieu à Nantes, qui a lieu dans plein de villes, et qui a lieu aussi au niveau de la FASTI. Ce débat se tranche majoritairement pour l'indépendance par rapport à l'Etat, majoritairement mais pas 80-20% ni 90-10% mais plutôt 55-45%. Parce que le problème c'était « on nous propose en gros d'être financé officiellement pour l'intégration des gens ». Et parmi les militants le débat est vif. Moi je n'étais pas là à ce moment-là mais le débat était vif et a laissé des traces dans toutes les associations qui l'ont fait. Angers a été de notre côté, du côté du refus de l'assimilation, mais ça n'est pas vrai par exemple pour Vannes et La Roche-sur-Yon. C'est pour dire que le débat est vraiment... Et même à Nantes c'est presque moitié-moitié ! C'est 45-55% à peu près. Donc Nantes décide de refuser l'institutionnalisation et là on retrouve effectivement très vite le problème parce que à ce moment-là les préfets en tirent la leçon : « vous refusez l'institutionnalisation donc on vous retire vos crédits et on les donne à l'Association Départementale d'Aide aux Travailleurs Immigrés ». L'ADATI est une association qui a existé à Nantes jusque dans les années 1990 peut-être même 2000. Cette association avait des salariés dans la Préfecture pour accueillir les gens. Et les assos qui ont accepté ça en Vendée ou dans le Morbihan ont eu ces subventions. Et évidemment les associations qui ont refusé ont vu leurs subventions reversées à d'autres et donc supprimées. Et vous voyez les conséquences : quand tu as 6 salariés et que tu n'as plus de subventions tu n'as pas d'autres solutions que de licencier. Et vous voyez bien le type de débat qu'on aurait tous ici si la conséquence d'une décision politique juste – je m'y tiens, elle a été juste – est le licenciement de 6 camarades migrants. Vous voyez bien toutes les contradictions que ça peut provoquer par rapport à ce qu'on peut être. Et dans les faits ça a provoqué des crises énormes. Il y a, à ce moment-là, un certain nombre d'ASTI qui sont parties de la FASTI.

Simon M. (ancien militant de l'association, puis salarié de la FASTI) : Au congrès d'Angers ce sont quasiment la moitié des 119 ASTI qui quittent la FASTI.

Pierre J. : Et localement c'est la même chose parce que non seulement il y a la moitié de ceux qui ont voté pour l'intégration qui se tirent en disant « vous voyez bien ce que ça fait comme conséquences... » mais dans ceux qui ont voté contre l'institutionnalisation il y a tout un tas de gens pour qui à la fin dans leur tête ça travaille. Et donc là je peux vous dire que c'est une crise très forte du G.A.S.Prom qui passe de 200 bénévoles en 1974 à 15-20 bénévoles en 1976. Mais il faut bien voir – pour bien comprendre le truc – que le débat est un débat franco-français, c'est « est-ce que l'on accepte ou pas d'être un adjoint de l'administration française à laquelle on ne fait pas confiance ? ». Mais ça sera vu par les migrants d'une autre façon. Et donc effectivement dans les années 1976 le G.A.S.Prom n'est plus – on va dire – qu'un petit groupuscule. Ils sont une trentaine d'adhérents dont une dizaine de militants maximum. Et là arrive un durcissement de la politique parce que qu'en 1974 il y a la proposition de Giscard D'Estaing et dans la logique après c'est « on ne garde que les travailleurs qu'on veut garder ». Et donc « on » renvoie les autres, et donc « on » renvoie entre autres les jeunes étrangers délinquants : « c'est normal c'est des voyous, c'est d'la racaille! ». A l'époque c'est Monsieur Bonnet qui est Ministre de l'Intérieur et Monsieur Stoléru qui est Ministre de l'intégration, ils font une loi sur la possibilité de renvoyer les étrangers délinquants dès lors qu'ils ont 18 ans (puisque Giscard a abaissé la majorité à 18 ans). Mais ça veut dire clairement que dans ces années-là tu trouves des jeunes qui sont arrivés en France à l'âge de 3-4 ans, ils ne sont pas nés en France donc quand ils arrivent à l'âge de 18 ans ils ne sont pas français automatiquement. A 18 ans ces gens là sont étrangers et donc s'ils ont sur leur casier judiciaire un vol de mobylette – on dit « vol de mobylette » parce que c'était un symbole mais ça aurait pu être autre chose – ils se retrouvent expulsables. Ça c'est 1978-1979. A ce moment-là il y a deux jeunes de Bellevue, Rachid et Nasser, qui sont menacés d'expulsion. Le G.A.S.Prom tel qu'il reste est scandalisé et veut se battre contre les expulsions.

Parce qu'il n'y avait pas trop d'expulsions avant les années Giscard : avant Giscard tu arrivais, on allait te chercher au pays, on te régularisait ou on te régularisait pas mais on ne t'expulsait pas du moment que tu travaillais – et il y avait du travail, il n'y avait pas de problème. Là il y a deux jeunes qui sont menacés d'expulsion et le G.A.S.Prom comprend que ce n'est pas possible et met en place un « collectif immigration » c'est-à-dire appelle l'ensemble des partis, syndicats, associations à se rejoindre dans un collectif pour défendre les deux jeunes. Et c'est à ce moment là que Henri, Yolande, moi et plein d'autres de cette génération là on arrive. On arrive au « collectif immigration » comme d'autres pourraient arriver aujourd'hui à l'UCIJ ou au collectif sur le logement, et là effectivement il se passe plein de choses, il y a des paysans... On retrouve tout à fait comme configuration ce qu'il y a maintenant sur Notre Dame des Landes, c'est-à-dire qu'à l'époque les copains paysans c'était Paysans-Travailleurs et aujourd'hui c'est la Confédération Paysanne et les paysans hébergent les jeunes, les amènent chaque semaine dans un quartier différent où les associations de locataires font des réunions... Et c'est comme ça que le G.A.S.Prom se relance parce que le G.A.S.Prom a l'avantage pour lui - même s'ils sont très peu nombreux – d'avoir une fédération derrière et une commission juridique et tout un tas de gens qui aident et soutiennent et donc à ce moment là tous les gens du collectif, peu à peu, rentrent dans le G.A.S.Prom. Et c'est vrai qu'on va dire que c'est un redémarrage du G.A.S.Prom.

Cette remontée de l'association se refait avec l'immigration telle qu'elle est et donc réapparaissent les questions qui étaient négligées avant la deuxième génération c'est-à-dire des gens issus de l'immigration mais nés en France, c'est-à-dire des Français mais issus de l'immigration quand même donc avec plein de choses qui se passent dans les quartiers au niveau troupes de théâtre, groupes de musiques... La question des femmes qui effectivement sont arrivées, et donc le statut de la femme, la formation, l'alphabétisation, la sortie du foyer... Donc il y a plein de choses comme « espace formation », « espace Femmes » qui se mettent en place. Donc : la question des jeunes, des femmes et la question de la place dans l'espace public et là c'est vrai que c'est favorisé par le fait que Mitterrand reconnaisse le droit d'organisation aux étrangers. Il faut bien le dire ça, vous ne pouvez pas vous en rendre compte mais avant les migrants n'avaient pas le droit de s'organiser et n'avaient pas le droit d'être majoritaires dans une association. La FASTI à cette époque là avait déjà décidé que par principe ça serait paritaire mais c'était à la limite de la loi. Et donc ce droit à l'association donne dans les années 1980 l'émergence d'une foultitude d'associations à tel point qu'un certain nombre d'ASTI – et c'est la deuxième crise de la FASTI – comme celle de Rennes disent : « maintenant que les migrants ont le droit de s'associer on ne sert plus à rien puisque nous en tant que petits blancs, on est là pour aider les migrants à s'organiser, donc on n'a plus qu'à se dissoudre ». L'ASTI de Rennes se dissout et donne tous ses locaux et ses crédits à l'Union des Associations des Immigrés de Rennes (qui continue à exister aujourd'hui). Mais c'est vraiment une période très vivante par rapport à la place des cultures, le nombre de fêtes dans les quartiers ou à la Manu qui se passaient... On était dans l'offensive on n'était pas dans la défensive comme maintenant, maintenant il faut qu'on se batte pour essayer d'arracher tel papier ou tel papier dans une situation assez difficile. Mais c'est vrai qu'à ce moment là on était dans l'idée « on s'enrichit mutuellement avec nos différences ». Ça explique à ce moment-là la commission cinéma par exemple.

Troisième extrait

Question dans l'assemblée : Tu pourrais peut-être évoquer la Marche des Beurs ?

Pierre J. : Ça, ça ne vient pas de nous au départ, ça vient d'autres villes. La première marche c'est la Marche pour l'égalité - dont on vient de fêter le 30ème anniversaire – en 1983 qui part de Lyon où il y a des gens de Lyon qui descendent à Marseille et de Marseille qui remontent à pied jusqu'à Paris. Il se trouve que le G.A.S.Prom, qui n'est pas directement concerné parce qu'on n'est pas sur la trajectoire, est vachement intéressé et fait vachement de travail pour cette manif puisque, d'après mes souvenirs, je pense qu'on est 7 ou 8 cars à monter de Nantes pour la manif à Paris. Et dans ces cars il y a je pense une moitié de militants... « gaulois » qui y vont par choix politique et une moitié de gens qui sont issus des quartiers, issus de l'immigration ou issus des « gaulois » mais dans un truc de solidarité. Donc ça fait vraiment quand même un truc assez important ce qui fait que l'année d'après il y a effectivement des troupes à Bellevue, à Malakoff et à Nantes-Nord. Ce qui fait qu'un an après, en 1984, quand vient la marche Convergence là on est très très présents. C'est une marche en mobylette! Il y en a une qui part de Brest et c'est vrai qu'on est très présents dès leur arrivée à Redon. On les accompagne de Redon à Saint-Nazaire, de Saint-Nazaire à Nantes. A Nantes il y a un truc le premier soir à Bellevue et après le lendemain c'est Bellevue, Dervallières, Breil, Sillon, Nantes-Nord, Malakoff et on est quand même entre 2000 et 2500 à remonter la rue Crébillon avec les tracteurs, les jeunes et tout ça... C'est vraiment une sacré belle fête!!! Bon après c'est peut-être rentrer dans la polémique de dire que ce mouvement là a été largement gâché par la mise en place de SOS-Racisme.

Commentaire dans l'assemblée : Ça n'est pas que de la polémique...

Pierre J. : SOS-Racisme c'était « Nous, blancs, touche pas à mon pote! », alors que le mouvement c'était eux qui s'organisaient et qui faisaient plein de choses. Et comme les médias ont tout mis sur SOS-Racisme l'auto-organisation en a pris un sacré coup dans la gueule.

Cédric (anciennement militant de l'association) : Mitterrand il retourne complètement les négociations. Il fait sortir la carte de 10 ans alors que la revendication majoritaire à cette époque-là c'est « on veut être français comme tous les français, la carte de 10 ans on s'en fout c'est pas notre problème ! »

Pierre J. : Oui enfin la carte de 10 ans ça a été quand même une sacré avancée surtout qu'à l'époque elle était renouvelable de plein droit.

Cédric : Oui sauf que les jeunes à cette époque-là c'est pas leur revendication !

Pierre J. : Oui ça n'est pas leur revendication, leur revendication c'est « égalité », ils sont français pratiquement tous, ils disent « on veut arrêter d'être tués comme des lapins dans les quartiers ! ». Voilà. Après on rentre dans les années 83-84, Georgina Dufoix, le regroupement familial, les centres de rétention par Defferre... Et puis après ça a été un débat puisque le fameux « collectif immigration » qui se met en place dans les années 78 est très large, et c'est vrai qu'il va s'étioler au début des années 80 avec l'arrivée de Mitterrand puisque des gens sont plus sensibles aux positions gouvernementales même des gens comme le MRAP ou la LDH à l'époque sans parler de la CIMADE qui à cette époque-là gère les centres de rétention puisque la CIMADE est très liée à Rocard et Rocard est pour ça. Donc ce collectif se restreint à cette époque-là puis redémarre en 86 avec l'arrivée de Pasqua en changeant de nom en s'appelant collectif « Solidarité Égalité Liberté ». Avec l'arrivée de la droite, de nouveau, toute la gauche peut être

unie contre la droite. Et « Solidarité Égalité Liberté » va s'étioler à un moment où on va lancer une campagne sur les oubliés... Puis après il va y avoir « Solidarité aux Sans-Papiers » puis « Unis Contre une Immigration Jetable »... Ce qui fait quand même qu'à Nantes il y a ce lien unitaire qui est quand même sans discontinuer depuis 78 et c'est quand même pas négligeable.

[...]

Julien (militant de l'association) : Moi j'ai une question sur les pratiques quotidiennes de l'association, parce que là on parle beaucoup de politique, d'orientation... Par rapport à ce qu'il se passe aujourd'hui qu'est-ce qu'étaient les permanences en tant que telles? Qu'est-ce qu'il y avait à l'époque ?

Pierre J. : Au niveau du droit au séjour par exemple c'était quand même beaucoup plus facile. Je rappelle qu'il y a eu une régularisation en 1981 lancée par Mitterrand, je pense qu'il y a dû y avoir 1200 dossiers déposés à Nantes et il y a dû y avoir 900 régularisations. Donc à l'époque notre travail consistait à aller voir les copains migrants qui étaient habitués à travailler comme clandestins pour leur dire « c'est le moment de sortir de la clandestinité! ». A cette époque là c'était plutôt le nombre de dossiers de régularisation qu'il fallait faire qui était important mais la régularisation ne présentait pas de difficulté particulière.

Question dans l'assemblée : Il y avait de l'alphabétisation sans doute aussi... ?

Pierre J. : L'alpha a été relancée assez vite, dès les années 83-84. Et il y avait autrement beaucoup l'interculturel. Et la commission santé. L'ASAMLA vient du G.A.S.Prom, c'était la commission santé du G.A.S.Prom qui un moment s'est autonomisée. [...] Le CID c'est plus compliqué c'est à la fois du travail culturel du G.A.S.Prom et du travail d'assistants des service sociaux, des gens des centres socio-culturels, des maisons des jeunes et de la culture..

Cédric : Il y avait quand même de l'alpha puisqu'à l'époque le G.A.S.Prom est l'antenne CLAP sur Nantes, le Comité de Liaison pour l'Alphabétisation.

Pierre J. : Historiquement oui mais nous à ce moment là on fait plutôt des réunions avec l'ensemble des structures de formation, « Espace Formation », « Culture et Liberté » et tout ça. Et on fait une réunion de collectif pour se répartir le boulot entre ceux qui ont des salariés et qui donc peuvent prendre les personnes qui sont régularisées et ceux qui prennent plutôt les personnes avant la régularisation. Mais il faut bien voir qu'à cette époque-là tu pouvais très bien, tu avais le droit par exemple en tant que formateur de « Culture et Liberté » ou de « Léo Lagrange », d'alphabétisation ou du CEFRES, de prendre en plus des sans-papiers par contre tu n'étais pas payé pour eux. Donc si tu arrivais avec 12 stagiaires payés par l'Etat tu arrivais à équilibrer ton truc et tu pouvais très bien dire que tu en prenais 2 ou 3 de plus en disant que c'est du travail surnuméraire qui n'est pas payé mais bon... Et là personne ne te disait rien. C'est vrai qu'à 18 tu ne pouvais pas faire le même boulot qu'à 12 donc il faut que tu maîtrises pour que le boulot reste bien fait pour ceux pour qui tu étais payé. Mais il n'y avait pas d'interdiction à l'époque.

[...]

Fabrice (militant de l'association) : Pendant la préparation de cette soirée on a rencontré des personnes qui ont participé ou qui ont été proches du G.A.S.Prom, donc un petit mot pour rendre compte un peu de ce qu'elles ont fait et de ce que nous on avait eu comme impression à les écouter. Avec Julien on a rencontré Taha, qui est arrivé à Nantes à la fin des années 70, vers 77-78. Il était marocain et étudiant et il était impliqué dans l'Union Nationale des Étudiants Marocains et dans le Comité de lutte contre la répression au Maroc. Il décrit une ambiance où tous les étudiants étrangers qui arrivaient, marocains ou autres, étaient organisés dans leur

syndicats respectifs nationaux. Leur lien avec le G.A.S.Prom c'était en tant qu'association qui était très dynamique et très compétente sur les histoires de papiers et très en lutte là-dessus, et qui avait aussi une bonne dynamique en terme d'activité culturelle avec des concerts de musiques, des conférences, des temps de paroles d'écrivains étrangers.

Pierre J. : Au niveau des concerts par exemple, on a fait venir en 82-83 Nass El Ghiwan. A l'époque il y a encore le Champ de Mars et il y avait 2000 personnes. Et tu as l'Amicale des Marocains qui est là avec les flingues pour surveiller les gens qui rentrent.

Julien (militant de l'association) : Et Taha disait qu'au Restaurant Universitaire ça débattait politique tout le temps ! Il y avait toutes les composantes, de différentes origines, et c'est là qu'il avait été sollicité par les gens du G.A.S.Prom.

Fabrice : Ce qu'il nous a raconté aussi c'est que le pouvoir marocain filait des bourses étudiantes aux jeunes pour qu'ils aillent prendre l'air et arrêter de contester le pouvoir marocain, et ça ça s'est poursuivi jusque dans les années 80. En 1986 c'est là que ça change un peu, d'une part les marocains qui arrivent sont beaucoup moins politisés et d'autre part le pouvoir développe sur place des formations pour que les gens soient plus « captifs ». C'est une autre stratégie de gestion de la formation. L'Union des Étudiants Marocains et le Comité contre la répression se finissent vers la fin des années 80 et le début des années 90. L'autre personne avec qui j'ai parlé pendant la préparation de la soirée, c'est Christine qui participait à la commission Cinéma. C'était quelque chose qui l'a beaucoup intéressée. Était organisé à peu près deux fois par an une projection avec débat au Concorde avec un intervenant universitaire ou le réalisateur. Pour elle c'était une activité intéressante que je mentionne parce que ça a disparu maintenant au G.A.S.Prom.

Quatrième extrait

Philippe C. (anciennement militant de l'association, décédé en 2015) : Moi j'ai milité au G.A.S.Prom en gros de fin 1986 à 1998. C'était effectivement une période de montée des luttes, je me souviens ce qui m'a marqué c'est la lutte du droit d'asile. C'est, entre autres, un peu après, dans ce qui deviendra Saint-Bernard, que le débat sur la notion de clandestin apparaît, où les sans-papiers deviennent ouvertement combatifs en tant que sans-papiers refusant le terme de « clandestins » ce qui a constitué un tournant important puisque le clandestin rasait les murs, on ne le connaissait pas, alors que le sans-papiers il s'affirmait, enfin le sans-papiers ou la sans-papières puisqu'il y a eu aussi des collectifs de sans-papières. Alors après durant toute cette période là il y a eu aussi un resserrement continu de toutes les lois sur le séjour, le droit d'asile et la nationalité. Les documents que j'ai fait sont en ligne pour ceux que ça intéresse, il y a un texte qui s'appelle « La loi et l'étranger » et un autre, écrit en 1995, qui s'appelle « La xénophobie au pouvoir », soit 15 ans avant que la LDH le comprenne. C'est le début de l'Europe forteresse, ce qui deviendra Frontex et ce qu'on connaît tous aujourd'hui, le rôle très important des Ministres de l'Intérieur Français dont Pasqua mais ça a été continu tout le long jusqu'à Sarko.

La salle, en chœur : Et Valls ? ... T'oublies Valls!

Philippe C. : Ah non mais Valls je le garde pour la fin ! Donc c'est le début des luttes contre les expulsions aussi. Je me souviens avoir fait des permanences y compris nocturnes pour avoir les avocats en ligne et répondre aux demandes des gens qui étaient au centre de rétention, se faire balader par les flics pour nous dire « bon demain il va au Tribunal Administratif » alors qu'en fait il était parti sur Angers, enfin bref tout un tas de trucs dans ce genre. Donc il y a eu un centre de rétention à Nantes qui a été reconstruit. Débat sur les centres de rétention y compris au niveau national. On avait une commission séjour et une commission juridique qui existent toujours au G.A.S.Prom. On faisait une réunion mensuelle et il y avait des formations régulières en lien avec la FASTI et le GISTI. Il y avait aussi des formations à la FASTI puisque j'avais pris des responsabilités au bureau national à la commission séjour de la FASTI. Parmi les débats qui m'avaient marqué c'était le débat, entre autre, à Nantes, sur la commission extra-municipale puisque Ayrault nous avait proposé de participer à une commission extra-municipale sur l'immigration et je me souviens le local lors de ce débat était plein. Alors au début ce local là [rue Fouré] on ne l'avait pas, c'était à côté d'une église [rue Jules Simon, à côté de l'église Saint-Pasquier] maintenant il y a un petit square

D'ailleurs ce qui est assez marrant c'est que l'une des premières personnes à être venue faire un dossier c'était une personne qui maintenant est très présente sur la lutte contre l'aéroport. C'est une portugaise. Après les portugais seront intégrés dans l'Europe du coup la question ne se posera plus, puisqu'il y a aussi ça dans les évolutions légales. Donc un débat vif mais assez facile à trancher sur le refus de participer à la commission extra-municipale. Mais c'est une tendance perpétuelle que l'on connaît, c'est-à-dire d'utiliser les associations pour faire leur politique. Le problème c'est qu'on rencontrait aussi le désir de... Ils donnaient de la place à des gens qui deviendront des notables, immigrés ou d'origine immigrée, et ça a marché pour certaines personnes. Mais bon un certain nombre de gens ont refusé quand même. C'était houleux mais voilà... Il y a eu des débats internes régulièrement sur le fait que... Eh bien notamment cette affiche là sur le poteau, sur le fait que les dossiers sont faits par des personnes militantes et bénévoles. La question du service rendu à des gens extérieurs était importante. La question se posait de savoir comment on pouvait faire pour dépasser cette coupure entre les gens qui venaient et qui demandaient un service ou du moins qui pouvaient être traités comme tels ou compris comme ça et la participation des migrants et des immigrés à la vie de l'association.

C'est un problème que l'on n'a jamais totalement résolu. Et là ce qui a été fondamental dans le changement d'attitude c'est les collectifs de sans-papiers parce que là à partir de ce moment là les sans-papiers se prenant en charge le rapport entre nous et eux était complètement différent. Puisque là c'est nous qui étions les soutiens, ça n'était plus l'inverse et donc ça changeait complètement les choses. Il y avait effectivement une émission de radio hebdomadaire. En 1989 pour le bicentenaire on considérait que la Révolution était un peu loin et qu'il y avait quand même des choses à revoir et on a profité de l'existence du boulevard « solidarité égalité liberté » vers Chantenay pour faire un grand carnaval. Ça c'était rigolo, on avait fait une soirée où l'on avait occupé la rue, après je me souviens qu'on a fait un jeu de l'oie qui retraçait publiquement tout le parcours des migrants et demandeurs d'asile pour expliquer les situations dans lesquelles les gens se trouvaient.

Hervé (militant de l'association) : Le « jeu de loi Pasqua » !

Philippe C. : Voilà, exactement !!! Et alors moi je me souviens d'une période dure, vers la fin où j'étais au G.A.S.Prom, c'est le moment où la gauche était au pouvoir. Parce qu'ils nous avaient fait le coup qu'ils nous ont refait récemment : ils appellent à l'union sacré pour les défendre, c'est eux les antiracistes et il faut être le doigt sur la couture du pantalon pour être avec eux alors qu'ils appliquaient des expulsions. Chevénement, Cresson qui enverra les premiers charters et interdira le droit au travail des demandeurs d'asile... Ça fait partie de tout le resserrement continu de toutes les lois, les unes après les autres. Et là il y a une continuité entre la gauche et la droite, extra-ordinaire. Et ça continue aujourd'hui, là-dessus il n'y a pas eu de changement. La fin de cette époque avec la montée du sécuritaire et des fascistes et de l'inspiration des lois fascistes est là : montée de la vidéo-surveillance, la précarité s'installe partout... J'ai revu sur des photos parce qu'il y avait des gens qui m'avaient mis le doute sur un des mots d'ordre de l'époque et ça m'a fait du bien de revoir cette banderole : « Gauche plurielle = gauche poubelle ». Il faut le dire, la gauche plurielle était considérée par les migrants comme une gauche poubelle, et ils avaient raison. C'est aussi à cette époque-là qu'il y a eu le mouvement des chômeurs et que débutera après le mouvement sur Saint-Thérèse, la Bourse du Travail, etc... Il y a eu aussi un débat assez dur au sein du G.A.S.Prom sur le pouvoir en milieu militant. Après, moi je me suis arrêté en 1998 parce qu'il y a eu une assemblée générale où on nous a demandé de voter un texte sur l'union de la gauche et moi j'ai refusé. J'ai quitté le G.A.S.Prom à ce moment-là parce que moi je ne pouvais pas supporter. Faire l'union avec la gauche, alors que nous on avait dit...

[réactions de participants, la discussion prend un tour conflictuel, sans permettre la compréhension des événements dont il est question]

Fabrice : Le groupe de préparation de la soirée a fixé un truc, qui dit qu'on a le droit d'exprimer les divergences d'une époque, mais qu'on n'allait pas relancer le débat. Alors si chacun veut exprimer son point de vue sur le texte dont il est question, il peut le faire mais ça s'arrêtera là je pense.

Philippe C. : Pour moi ce qui est important c'est de rappeler qu'on a vécu une période avec la gauche au pouvoir où les immigrés étaient en danger et ont morflé beaucoup, et ça se reproduit aujourd'hui. C'est pour ça que « gauche plurielle = gauche poubelle »... Bon c'est plus la gauche plurielle mais c'est toujours une gauche poubelle ! Après moi j'ai continué à faire des choses ailleurs et c'est en ça que ça pouvait concerner le G.A.S.Prom, on a travaillé entre autre avec certains camarades sur la notion d'apartheid social et moi à titre personnel j'ai travaillé sur l'évolution du capitalisme, c'est pour ça que j'ai écrit un livre [« le sujet et le capitalisme contemporain », publié en 2011] et que je suis en train d'en publier un deuxième. Où effectivement l'évolution du capitalisme et de la société qui dérive à droite est une question pour toutes les personnes qui s'engagent en politique. Il y a plusieurs tendances, enfin pour moi. Il y a d'abord le fait que le capitalisme a d'abord utilisé les corps pour le travail, ce qui sera nommé la

société disciplinaire. Et aujourd'hui, même si les corps sont toujours utilisés, il a plutôt tendance à utiliser l'esprit et la subjectivité, dans une société qui est officiellement libre mais qui en réalité est une société de contrôle. La société disciplinaire a aujourd'hui disparu à part pour la prison, la norme aujourd'hui c'est gérer sa vie, c'est du relativisme, de l'individualisme, de la gestion où l'individu doit être considéré comme l'entrepreneur de lui-même – ça c'est la base du libéralisme –. L'autre tendance que vous connaissez bien au G.A.S.Prom et que l'on connaît dans tous les mouvements qui touchent de près ou de loin à la précarité, c'est les laissés-pour-compte de la mondialisation. C'est pour ça que la notion d'apartheid social me semble tout à fait adaptée à la situation d'aujourd'hui puisque que la xénophobie d'État ça ne fait plus débat aujourd'hui, y compris à la LDH et heureusement. Le contrôle social est permanent, les méthodes sont extrêmement sophistiquées. [...]

Cinquième extrait

Antoine C. (anciennement militant de l'association) : Ça n'est pas évident de refaire la chronologie de la Bourse du Travail. C'était la grosse lutte de sans-papiers issue d'un certain nombre de luttes. Je ne sais pas à partir de quand il faut les commencer mais il y a eu un certain nombre, une accumulation de grèves de la faim. Et à un moment donné il y a eu un espèce de ras-le-bol des grèves de la faim, qui étaient dangereuses... Et puis une lutte sur les parents d'enfants français où là on va arrêter de faire des grèves de la faim et on va faire un jeun collectif devant la cathédrale. Pour moi c'est là que ça commence. Du coup c'est une époque où naissent d'autres mouvements de sans-papiers qui sont issus de Saint-Bernard, dans toute la France, et à Nantes aussi il se passe quelque chose. Ça commence comme ça par un jeun de solidarité de 24 heures je crois... ou trois jours... en soutien aux parents de jeunes enfants français qui n'arrivaient pas à être régularisés, avec des dépôts de dossiers collectifs etc... Et puis je ne sais plus ce qu'il s'est passé entre les deux mais on s'est retrouvé à un moment à occuper l'église Sainte-Thérèse...

Commentaire dans l'assemblée : A être « accueillis »... oui parce que ça ils l'ont toujours précisé !

Antoine C. : A être accueillis par l'évêché de Nantes dans l'église Sainte-Thérèse, qui est la grosse église aux briques rouges près de la route de Vannes, avec des Guinéens majoritairement...

Pierre J. : Et des Algériens...

Antoine C. : Ça a commencé comme ça et on y est resté un certain temps, je ne serai pas vous dire exactement... Et puis on s'est fait sortir... gentiment hein ! Ils en avaient marre de nous accueillir. Il a fallu trouver un autre lieu pour héberger sachant qu'on avait commencé avec un collectif de Guinéens et puis s'agglomèrent d'autres gens, d'autres sans-papiers qui ne savent pas où dormir etc... Donc il y avait pas mal de gens et on s'est retrouvé accueillis par la CGT à la Bourse du Travail. Pour l'été, théoriquement! Ça a duré trois ans, avec au début une lutte assez intense, d'occupations, de manifestations, de vie collective...

[...]

Antoine C. : La fin de la Bourse du Travail ça n'était pas glorieux. Comme toute lutte qui dure des années et des années... C'était devenu un centre d'hébergement clandestin où les sans-papiers qui arrivaient, c'était l'endroit pratique pour les loger, où c'était un peu dégueulasse, avec des fins de permanence au G.A.S.Prom hallucinantes où les gens partaient dormir là-bas... Il y avait quand même un collectif de sans-papiers tout ce temps-là et un collectif d'associations autour. C'est vrai que la fin n'a pas forcément été très glorieuse. Puis à l'issue de ce mouvement qui du coup a été fort – c'est pour cela aussi que l'on en parle, c'est que ça a été un mouvement marquant – il y a eu un projet de la Mairie de fermer la Bourse du Travail. Donc il fallait partir. Dans un premier temps la méthode ça a été de ne pas partir : on s'est enfermés dans la Bourse du Travail en se murant, volontairement. Ça a duré un certain temps. Ça a relancé la lutte, on s'attendait à être expulsés à tout moment. Et puis on a fini par se faire expulser pour de vrai par des CRS, en plein pendant les journées-de-solidarité-nantaises-je-sais-pas-quoi... la grande soupe associative-caritative... Donc on a été manifester là-dedans et là on s'est mis à camper devant la préfecture, avec là aussi un démarrage où l'on était remontés par l'expulsion de la Bourse qui avait bien ressoudé tout le monde, les sans-papiers et les différentes associations militantes. Le

campement a duré un an. Sous tentes ! Avec l'hiver, avec la pluie, avec les rats qui finissaient par arriver dans les campements etc etc... Celui là on a dû négocier la sortie...

Pierre J. : Celui-là, le premier, oui. Par contre le deuxième les officiels ne voulaient pas nous parler. C'étaient tous des Kabyles les habitants du deuxième.

Antoine C. : On a négocié la sortie pour le premier, mais on a eu droit à un plan du style « vous avez 60 sans-papiers, on vous en ré-héberge 40, choisissez ». Un truc assez sympa... [ironique]. Après il y a eu un deuxième campement mais là ça m'échappe un peu. Je me souviens qu'on s'est fait virer parce qu'il y avait un sommet franco-allemand et Chirac avait téléphoné à la Préfecture pour dire de dégager le camp. Voilà...

Cédric : Du début à la fin du mouvement, avec le deuxième camp, ça dure en gros de 1998 à 2002... Oui puisqu'en 2002 on va avec les sans-papiers du camp à la Mairie étant persuadés que le second tour c'est Jospin-Chirac et l'idée c'est que dès que les résultats du premier tour sont connus on fout un coup de pression à la Mairie... Chirac-Le Pen, bon... [rires]

Antoine C. : Pendant tout ce temps, ce sont des moments où cela ressoude les équipes militantes parce que au gré de ces luttes on a fait un certains nombres d'actions assez sympas : occupations diverses et variées, de la DASS, etc, on a bloqué l'aéroport en pleine coupe du monde...

Pierre J. : Il y a eu quand même une manif où il y a deux cars de sans-papiers de Nantes qui partent pour faire une manif du 1er mai à Saint-Nazaire.

Lucie (anciennement militante de l'association): Ce qui était notoire aussi c'était quand même l'organisation des sans-papiers, les collectifs de sans-papiers, où ils étaient vraiment auto-organisés... Je me souviens de coordinations nationales avec des sans-papiers... C'était ça aussi la vie du G.A.S.Prom. Le G.A.S.Prom était le numéro sur Nantes de liaison de tous les collectifs de sans-papiers au niveau national.

Cédric : Par contre ce qui était très très dur à ce moment là, pour faire le lien avec l'activité du G.A.S.Prom, c'est qu'il y avait une activité militante en dehors des murs qui était très importante et très utilisatrice de temps et d'énergie, et à côté le G.A.S.Prom continuait à avoir ses activités de permanences etc... Ce qui était très compliqué pour nous à gérer à ce moment-là c'était le risque de déconnexion entre des discussions qu'on avait avec des collègues au G.A.S.Prom et puis les partenaires dans la lutte. Et quelques fois il y a eu des décisions de prises en se disant « bon, j'espère que le G.A.S.Prom va suivre parce que là on a pas eu le temps de poser la question donc on y va et puis tant pis ». On ne s'est jamais fait engueuler mais quelques fois c'était plus des déceptions, on était à fond dans le boulot militant au quotidien et il y avait quelques fois moins de 10 personnes du G.A.S.Prom à une manif ! Et en même temps voilà, 10 ans après tu peux te dire que c'est un peu normal, mais sur le coup ça n'était pas toujours simple à gérer.

Question dans l'assemblée : Mais ça voulait dire que ça n'était pas forcément les mêmes ceux qui participaient à des mobilisations et ceux qui étaient aux permanences ?

Cédric : Pour partie si. Mais disons qu'on était un tout petit noyau. A partir du moment où la Bourse se fait vider c'est des luttes en journée donc soit tu es chômeur, soit tu es étudiant, soit tu es retraité donc...

Pierre J. : Il n'y avait pas de retraité à cette époque...

Cédric : Donc la journée c'était les luttes et le soir c'était les permanences. La transmission de l'info passait mais du coup il y avait des temps vraiment très distincts, des temporalités très

différentes entre la lutte avec le campement, les négociations à la Préfecture et puis l'activité quotidienne du G.A.S.Prom qui continuait quand même.

Pierre J. : Moi j'étais plutôt salarié à cette époque-là donc je ne faisais pas grand-chose à la Bourse. J'étais plutôt dans l'activité du G.A.S.Prom. En même temps il faut voir que cette présence, cette auto-organisation, le simple fait que les gens s'auto-organisaient ça transformait ce que nous on se posait comme questions. C'est-à-dire qu'on est pas du tout la même chose quand on est que des « gaulois » en train de réfléchir sur comment on va faire pour soutenir telle ou telle personne et quand tu as des gens qui... Bon avec tous les problèmes que ça pose hein, faut pas croire... C'était pas simple parce que tu avais les Africains chrétiens, les Africains musulmans, tu avais les Turcs et tu avais les Algériens. Avec tout ça tu avais de quoi faire déjà pas mal d'explosions !

Marie-Anne (militante de l'association) : Il y en a eu...

Pierre J. : Oui il y en a eu mais en même temps le simple fait que les questions se posaient comme ça c'était quand même vachement bien... Et c'est vrai que ça c'est un des trucs qu'avec Marie-Anne on avait fait, c'était d'organiser une manif de sans-papiers qui partaient à Saint-Nazaire à un moment où sur les chantiers il y avait des ouvriers qui étaient sous-payés et il y avait des grèves importantes aux chantiers pour que tous les ouvriers soient payés pareil, qu'ils viennent d'Inde ou d'ailleurs. Et c'est vrai qu'on a fait une manif à Saint-Nazaire avec les syndicats. Les syndicats ne voulaient pas faire la manif, ils voulaient juste faire un meeting. On est arrivé avec deux cars de Nantes, avec les sans-papiers, et on est parti en manif et les syndicats ont suivi. Parce que c'était difficile de faire autrement. On a fini dans le marché de Saint-Nazaire. C'était quand même vachement interpellant, ça nous foutait, nous, face à nos contradictions. Quand Brigitte, la principale animatrice du collectif de sans-papiers, une femme, Africaine – il faut savoir que les Africains Noirs par rapport aux Maghrébins ou aux Turcs ils sont souvent quand même sous considérés – qu'elle devienne la porte-parole ça a vachement interpellé... Moi je trouve que c'est quand même une chose qui nous remet en cause dans plein de choses quoi. Si ça pouvait se reproduire maintenant ça serait vachement bien.

Question dans l'assemblée : Comment c'était organisé? Il y avait un collectif qui rassemblait les sans-papiers et vous vous étiez juste en soutien ou vous participiez aussi aux décisions?

Pierre J. : Ah on a eu des débats, des débats à n'en plus finir !!! Est-ce que le collectif devait être QUE de sans-papiers ou est-ce que des soutiens pouvaient être dedans...

Question dans l'assemblée : Et dans les faits c'était comment?

Cédric : Ça dépendait des jours !!!! [rires]

[...]

Question dans l'assemblée : En termes de résultats concrets au niveau de l'obtention de papiers ce que ça donnait?

Cédric : Quand il y avait des luttes très fortes il y avait des résultats. C'était vrai au début des années 1990 avec les déboutés du droit d'asile. Et pareil après Saint-Bernard et toutes ces luttes des sans-papiers, il y a eu quand même la « circulaire Chevènement » pour régulariser.

Sixième extrait

Hervé : Je vais revenir sur les domiciliations. Ça commence en gros au début des années 1990 avec les déboutés du droit d'asile qui étaient sans-papiers de fait. C'était plus en périphérie de la commission juridique qu'on faisait des domiciliations - avec un dossier on donnait une adresse pour la correspondance avec l'OFPRA etc... Avant que ça devienne l'activité pratiquement la plus importante du G.A.S.Prom : à l'époque c'était plus des dossiers juridiques qu'on faisait. Assez vite on a été emmerdé, très vite la Préfecture, les flics, voulaient contrôler les fichiers : « est-ce que vous faites des fichiers? ». Moi par exemple, j'étais président du G.A.S.Prom, et je me rappelle avoir été convoqué par l'ancêtre de la PAF, la DICCILEC [Direction Centrale du Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins], en 1994, pour qu'on leur donne les renseignements qu'ils nous demandaient. C'était la veille d'une AG et l'AG a dit « non, on ne va pas faire ça ». On a fait une conférence de presse la semaine qui a suivi et puis ça n'a pas plus au flics alors ils ont dit « bah tiens le président du G.A.S.Prom on va le faire chier ». C'était moi. Donc c'est pour ça qu'on a fait une présidence collective par la suite.

Philippe C. : Tu étais passé en procès pour ça...

Hervé : Oui ils ont monté un coup tordu pour me faire chier. J'ai été condamné, pas en tant que président du G.A.S.Prom mais en tant que civil.

Question dans l'assemblée : T'avais pas été soutenu par Ayrault?

Hervé : Ah si si, peut-être bien !

Lucie : Et c'est pareil, le G.A.S.Prom avait eu un agrément un moment, pour la domiciliation.

Pierre J. : Un agrément provisoire jusqu'à la réponse. Ça a duré 4 mois. Hervé quand même toi tu risquais gros à cette époque-là. Parce que si tu avais été condamné toi tu risquais ton boulot, tu perdais tout... C'est pour dire que c'est pour ça qu'on a réfléchi à la présidence collégiale ou collective – je ne sais plus quel terme était employé. C'était pour dire que dans une association il n'y avait pas un ou une présidente mais des gens en fonction de présidence et qui se répartissaient les rôles. Et je trouve que c'est une bonne chose dans le fonctionnement associatif.

Antoine C. : La forme « présidence collective », en 1995, c'était carrément novateur. C'est un truc qui commence à devenir monnaie courante dans les associations actuellement mais en 1995 il n'y en avait pas ou alors très très peu. Ça été aussi une institutionnalisation de notre manière de fonctionner, on a fait des petits, on nous a demandé 40 000 fois comment on avait rédigé nos statuts, ça a fait des émules un peu partout. Ça été un acte assez intéressant, même si l'histoire qui nous y a amené n'était pas super ça été une réaction assez intéressante.

Commentaire dans l'assemblée : Et puis il y a la question du salariat aussi... Moi quand je militais au G.A.S.Prom ça a été une question qui a traversé l'association : « est-ce qu'on a besoin d'un salarié ou pas ? »

Réponse dans l'assemblée : Moi depuis que je suis là je n'ai jamais entendu parler de cette question...

Lucie : Peut-être que la question ne se pose plus... Mais je ne sais pas quelle amplitude d'années ça représente le fonctionnement avec des objecteurs de conscience mais il y en a eu quand même plusieurs à passer... L'objection de conscience c'était 20 mois à l'époque donc il y a eu quand même du coup une activité quotidienne due à la présence d'un salarié dans les locaux et

un accueil aussi. Les questions que tu posais tout à l'heure sur les services elles étaient peut-être un petit peu plus tenues à ce moment-là du fait de l'ouverture quotidienne à des gens. Dès fois on prenait juste le petit dèj avec eux, ils venaient pas forcément pour chercher leur courrier ou pour la permanence, ils venaient aussi pour passer un moment là. Après c'est peut-être ma vision à moi de mes jeunes années qui ressort donc j'édulcore peut-être un peu... Mais je ne sais pas combien de temps ça a duré. Je sais quand ça s'est arrêté, tu étais le dernier Antoine?

Antoine C. : L'avant-dernier à quelques mois près. Le dernier c'était François. Moi j'étais dans la dernière équipe. Et Gaël était bien avant moi. Moi j'ai fini en 1998. Le dernier objecteur c'était en juillet 1998.

Pierre J. : Le début je crois que c'est en 1987.. Le premier objecteur c'était le fils Blineau.

Cédric : La question s'est posé il y a quelques années de faire un dossier de candidature pour être structure accueillant les personnes qui avaient des TIG, des Travaux d'Intérêts Généraux.

Pierre J. : Oui ça fait longtemps. On l'a fait mais on a été refusé parce qu'on était trop... trop... trop marqué. Les TIG à la limite c'était l'idée que y compris quelqu'un qui avait été condamné à faire des TIG parce qu'il faisait des tags fachos et bien il viendrait ici et à mon avis ça le remunerait assez pour qu'il change ! Mais on a été refusés.

Question dans l'assemblée : Ce qui m'intéressait pas mal aussi c'était le lien avec les institutions. On a parlé un moment des subventions qui avaient été coupées mais c'est très vieux, elles ont été rétablies. Est-ce qu'il y a eu des moments où c'était plus conflictuel avec le pouvoir local ? Est-ce que ça a fait évoluer des choses ou pas ?

Pierre J. : Il fait te dire qu'à partir du moment où tu n'as pas de salarié, les subventions c'est très faible. On a un budget d'environ 20 000 euros et là-dessus on a 10 000 de subventions. Donc tu vois on est une association qui est à 50% autofinancée donc on est très bon. Mais dès que tu mets un salarié, avec les charges c'est tout de suite 25 000 / 30 000 euros sur l'année. Là ça change toute la chose.

Antoine C. : J'étais en train de penser à la période où j'étais présent, c'est-à-dire les années 1990, il y avait quand même des gros soutiens politiques au G.A.S.Prom. Les gens qui nous versaient des subventions c'étaient des amis. A cette époque-là c'était plutôt tranquille. Je dis bien « à cette époque-là ». C'était plutôt soutenant de la part des pouvoirs publics.

Cédric : On va dire quand même que la gauche a tenu une promesse c'est-à-dire qu'on s'est toujours battus pour avoir des sous du Conseil Général et qu'à partir du moment où le Conseil Général est passé à gauche on a eu des sous du Conseil Général.

Le G.A.S.Prom est une association qui lutte pour l'égalité des droits entre immigrée-e-s et français-e-s, pour la liberté de circulation et d'installation

**Groupement Accueil Service Promotion des Travailleur(se)s Immigrée(e)s
24 rue Fouré à Nantes
gasprom@nantes.fr ; gasprom.asti@gmail.com**